



## À Gaza, Israël recycle son ancien plan colonial

### Description

*La déclaration du chef d'État-major de l'armée israélienne, Eyal Zamir, selon laquelle la « ligne jaune » qui divise Gaza sera la nouvelle frontière d'Israël montre que la politique israélienne à Gaza s'inscrit dans la continuité de son histoire de recoupage des frontières par le nettoyage ethnique et l'accaparement des terres.*

Par Qassam Muaddi, le 14 décembre 2025



Deir al-Balah, bande de Gaza, 10.12.25 (Photographe : Doaa Albaz, Activestills)

Lorsque le chef d'État-major de l'armée israélienne, Eyal Zamir, [décrit la « ligne jaune » qui coupe Gaza en deux comme la nouvelle frontière](#) d'Israël, il perpétue une politique israélienne vieille de plusieurs décennies – l'abandon de Gaza.

Aujourd'hui, cela se résume à une logique simple : diviser la bande de Gaza en deux zones séparées par la ligne jaune – l'une reste sous contrôle israélien, avec des blocs résidentiels construits pour que les Palestiniens puissent s'y installer après avoir subi un contrôle de sécurité (sans être autorisés à en sortir), et l'autre est placée sous contrôle international, où aucune reconstruction n'a lieu et où seule une aide minimale est autorisée.

Pour l'instant, Israël est prêt à se contenter de cette issue finale à Gaza et s'efforce activement d'attendre ce que cela pourrait signifier pour le maintien des Palestiniens dans la bande de Gaza. Bien que la déclaration de Zamir contredise l'objectif officiel du plan du président américain Trump pour Gaza – qui prévoit un retrait complet d'Israël à la fin de la deuxième phase du cessez-le-feu –, le fait qu'une telle vision ait été exprimée par le plus haut responsable militaire israélien signifie qu'elle reflète le cœur de la doctrine de sécurité d'Israël et sa position historique à l'égard de la « question de Gaza ».

Cette vision était déjà claire avant le cessez-le-feu, lorsque le ministre israélien de la Défense, Israel Katz, avait déclaré en juillet que les Palestiniens de Gaza seraient « concentrés » dans une « ville humanitaire » construite sur les ruines de Rafah, un projet qui avait été unanimement condamné par les organisations de défense des droits humains comme une tentative peine voilée de construire un « camp de concentration ». Une vision similaire a refait surface en novembre, lorsque des plans de reconstruction ont été annoncés du côté israélien de la ligne jaune, où des responsables américains auraient déclaré qu'une « nouvelle Gaza » serait construite. La zone sous contrôle israélien représente environ 53 % de Gaza, bien qu'Israël ait étendu la ligne jaune plus profondément dans le territoire gazaoui au cours des dernières semaines.

On craint que cela ne facilite l'expulsion des Gazaouis vers d'autres pays via une soi-disant « migration volontaire », d'autant plus qu'il s'agissait d'un plan israélien explicitement formulé avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu ; Katz avait même créé un bureau spécial chargé de faciliter le « transfert » des Palestiniens hors de Gaza pendant que la guerre faisait rage, censé fonctionner en tandem avec le camp de concentration de Rafah, dans le sud, qu'Israël avait prévu de construire.

Les projets actuels visant à créer une « nouvelle Gaza » sous contrôle israélien présentent une ressemblance sinistre avec ces précédents plans de nettoyage ethnique. Jared Kushner et JD Vance y ont fait allusion lorsqu'ils ont déclaré que la zone de Gaza « contrôlée par le Hamas » ne recevrait aucune aide. Cela signifie que les Palestiniens de Gaza seraient contraints de quitter le cœur de la bande de Gaza et de se déplacer vers la partie orientale contrôlée par Israël après avoir subi un contrôle de sécurité où ils seraient placés sous la surveillance des forces israéliennes dans une zone dite « verte ». Des responsables américains auraient déclaré que les Palestiniens se rendant dans cette zone ne seraient pas autorisés à la quitter.

Mais cette vision ne résulte pas de la dernière guerre contre Gaza. Cette bande de terre, créée par la Nakba de 1948 et où se concentrent des centaines de milliers de réfugiés palestiniens, représente peut-être le plus grand défi au projet colonial israélien depuis 77 ans.

## Les plans visant à « réduire » la population de Gaza

La forte densité démographique de Gaza, sa composition majoritairement réfugiée et la persistance de conditions de vie chroniquement misérables ont fait de Gaza un lieu de résistance permanente. Cela en a également fait la cible de plans israéliens continus visant à réduire sa population et à la placer sous son contrôle militaire. Le plan de « paix » de Trump, récemment entériné par le Conseil de sécurité de l'ONU, ne fait que reprendre son compte cet héritage colonial.

C'est à Gaza que les Palestiniens ont déclaré pour la première fois un gouvernement national autonome en 1948, et c'est à Gaza que les premiers signes de résistance palestinienne à Israël ont commencé après la Nakba, prenant leur essor au début des années 1950 et conduisant à des invasions israéliennes répétées de la bande de Gaza.

En 1953, Israël a élaboré [un plan](#) visant à déplacer des dizaines de milliers de Palestiniens dans le désert égyptien du Sinaï. Ce plan, parrainé par la France et le Royaume-Uni, a été dévoilé par l'Égypte en 1955, déclenchant une vague de protestations à Gaza contre ce projet. L'année suivante, Israël a envahi la bande de Gaza dans le cadre d'une guerre conjointe franco-britannico-israélienne contre l'Égypte connue sous le nom d'agression tripartite de 1956 en réponse à la nationalisation du canal de Suez par Gamal Abdel Nasser. Les forces israéliennes ont tué quelque 500 Palestiniens à Rafah et Khan Younis pendant l'invasion et ont bombardé la ville de Gaza avant de se retirer.

Plus tard, en 1971, Israël a élaboré un autre [plan visant à expulser des milliers de Palestiniens](#) de Gaza vers le désert du Sinaï, dans le but de « réduire » sa population, selon des documents d'archives britanniques déclassifiés. Les États-Unis et le Royaume-Uni étaient au courant du plan, mais celui-ci n'a pas abouti.

Lorsque le génocide à Gaza a commencé il y a deux ans, le plan déclaré d'Israël pour la bande de Gaza a été perçu comme un nettoyage ethnique de la population vers le Sinaï qui s'inspirait directement de cette histoire. Il a été révélé d'août à décembre 2023 lorsque le journal israélien *Israel Hayom* a [rapporté](#) que le Premier ministre Netanyahu avait chargé le ministre de la Planification stratégique, Ron Dermer, d'étudier des plans visant à « réduire » la population de Gaza. En plus de pousser les Palestiniens vers le Sinaï, le rapport israélien indiquait que « la mer est également ouverte aux Gazaouis », ce qui signifie qu'Israël pourrait ouvrir un « passage maritime » pour précipiter l'exode massif des Palestiniens vers les pays européens et africains ».

Cette vision israélienne allait plus tard recevoir un bref soutien public des États-Unis lorsque Trump a annoncé en février 2025 que le plan américain pour Gaza prévoyait le déplacement de la population de Gaza et la construction d'une « riviera » à leur place. En septembre, les détails du plan « Riviera » de Trump visant à [réinstaller de force les Gazaouis ont été divulgués](#) au *Washington Post*, qui a précisé que les Gazaouis se verraient offrir une « aide à l'installation » de 5 000 dollars. Bien que le plan de « paix » actuel de Trump, qui a abouti au cessez-le-feu en octobre 2025, soit formulé différemment, son libellé intentionnellement vague a laissé la porte ouverte à Israël pour faire passer les plans qu'il élabore depuis des décennies pour Gaza.

## La logique de l'ingénierie démographique

Bien que le transfert de population ait été au centre du dilemme d'Israël avec Gaza, les projets israéliens actuels concernant la bande de Gaza comportent également une composante démographique qui s'inspire de l'histoire de la planification coloniale israélienne.

Le contrôle du territoire comme moyen d'« ingénierie démographique » est la pierre angulaire de cette politique depuis qu'Israël a occupé la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est en 1967. Israël a élargi trois reprises les limites municipales *de facto* de Jérusalem : d'abord en 1967, en élargissant officiellement les limites de la ville de 70,4 kilomètres carrés ; puis en 2005, lorsque le comité de planification israélien pour Jérusalem a approuvé le « plan directeur » Jérusalem 2000-2020, qui a augmenté de 40 % les limites municipales israéliennes de Jérusalem ; et plus récemment en 2002, lorsque Israël a commencé à construire le mur de

---

séparation autour de Jérusalem, qui a isolé des communautés palestiniennes entières de la ville tout en maintenant certaines parties sous la loi israélienne, notamment le camp de réfugiés de Shuafat, Kufr Aqab, Samiramis, Anata et Qalandia. Cela a coupé quelque 100 000 Palestiniens de Jérusalem.

Aujourd'hui, un autre « plan directeur » pour Jérusalem a été adopté, visant à créer un « Grand Jérusalem » qui serait annexé par Israël tout en coupant de fait la Cisjordanie en deux. Le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, a déclaré que cela « enterrerait » de fait un État palestinien. Connu sous le nom de [plan de colonisation E-1](#), ce projet vise à étendre les limites de la colonie de [Maale Adumim](#) à l'est de Jérusalem. Netanyahu a récemment [approuvé le plan](#) lors d'une cérémonie à Maale Adumim en septembre dernier.

Ensemble, ces politiques modifieraient la composition démographique de Jérusalem en ajoutant à ses limites un nombre d'Israéliens à peu près équivalent à celui des Palestiniens qui en seraient exclus, dans le prolongement de la politique israélienne d'ingérence démographique par l'accaparement des terres. Le plan E-1 entraînerait également le nettoyage ethnique forcé de [milliers de Palestiniens](#) à Khan al-Ahmar, Jabal al-Baba et dans d'autres communautés palestiniennes résidant dans la zone prévue pour l'annexion, ce qui réduirait encore davantage la population palestinienne soumise aux frontières territoriales et administratives en expansion d'Israël.

La division de Gaza le long de la ligne jaune fait écho à cette même approche de l'ingérence démographique, associée au redécoupage des frontières territoriales. La zone située à l'est de la ligne est celle où le nombre de Palestiniens est le plus faible à une terre désolée et aplatie qui demeure pratiquement vide et n'absorberait qu'un nombre limité de Palestiniens une fois que la « zone verte » y serait construite. La déclaration d'Eyal Zamir selon laquelle elle serait incluse dans les nouvelles frontières d'Israël confirme que les plans actuels pour Gaza s'inscrivent dans le prolongement de la logique démographique israélienne, qui prévoit de concentrer les Palestiniens dans des blocs hautement contrôlés, surveillés et contrôlés en permanence par l'armée israélienne. Les Palestiniens parqués dans ces parties de Gaza resteront à la merci de l'armée israélienne, sans aucune garantie d'être épargnés à terme d'une expulsion totale de Gaza.

Le plan en 20 points de Trump était vague sur les détails et ne comportait pas de feuille de route claire pour sa mise en œuvre, tandis que les questions fondamentales qui avaient fait l'objet de négociations au cours des deux années précédentes restaient en suspens. Pourtant, aux yeux des médiateurs arabes et islamiques, ainsi que des Palestiniens, il garantissait la fin de la guerre génocidaire, même si les tueries quotidiennes [n'ont pas cessé](#).

Le problème est que la formulation intentionnellement vague de l'ensemble du plan laissait suffisamment de marge de manœuvre à Israël pour mettre en œuvre la même stratégie qu'il a formulée pour résoudre le « dilemme Gaza » de manière intermittente depuis des décennies. La situation actuelle dans la bande de Gaza combine d'anciennes doctrines de redécoupage des frontières, de transfert de population, d'ingérence démographique et d'accaparement des terres.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [Mondoweiss](#)

**date crÃ©Ã©e**  
2025/12/15